

LA COMMUNE DE PARIS

MONITEUR DES CLUBS

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ.

ON S'ABONNE A PARIS :

	Paris.	Départ.
3 mois.	6 fr.	9 fr.
6 —	12	18
Un an.	24	36

S'adresser pour l'administration au citoyen FERRIER, directeur-gérant ;
Pour la rédaction au citoyen CAHAIGNE, rédacteur en chef, au bureau du Journal, rue de Rivoli, 16. (A franchir.)

Paris, 3 avril.

LES INCORRIGIBLES.

Naguère cette épithète suivait invariablement nos individualités prises comme expression de *sentiment* politique. Quelle action possible contre de tels hommes ? disait-on partout. Croix, faveurs, places, honneurs, tout leur déplaît. Le jube de la corruption, spécifique si doux à certaines poitrines lassées, enroutées, épuisées par une lutte de vingt ans, ce spécifique est impuissant contre eux. Le pouvoir leur montre l'appointement fixe ; il ne demande en retour que de petites complaisances, ou bien encore de se mettre un doigt sur la bouche, de ne plus parler politique, surtout de ne plus chercher à faire connaître au peuple ses droits. Les dignes meneurs constitutionnels, s'ils ne le proclament pas à haute voix, balbutient au moins cet abominable axiome de Pitt : « N'instruisez pas les hommes ! Quand ils en sauront autant que vous, il ne sera plus possible de les gouverner. »

Refuser places, croix, honneurs, c'est quelque chose sans doute ; mais ils ne s'arrêtent pas là. Les cachots de Saint-Michel, où l'on tue le prisonnier à coups d'épingle, Clairvaux, Doullens, avec leurs cellules léthifères, leurs geôliers, bêtes fauves à face humaine, froidement féroces, torturant pour le plaisir de torturer, toutes ces ignominies qui soulèvent le cœur des autres, ne fait que raffermir le leur. Ils souffrent, impossibles et dédaigneux, toutes les barbaries des tourmenteurs de l'inquisition. Encore une fois, quelle action possible contre de tels hommes ?

Et les soutiens de la régence et de la légitimité, plus logiciens cette fois que dans la poursuite de leur fiction constitutionnelle, disent avec leur aménité habituelle : « Il faut les tuer, ce sont des incorrigibles. »

Incorrigibles ! oui. Nous acceptons ce mot dans son acception extrême ; mais nous allons le retourner contre vous, aimables modérés.

Nous sommes *incorrigibles*, savez-vous pourquoi ? Non, vous ne le savez pas, vous ne pouvez le savoir, car jamais vous n'avez eu ni la force, ni le courage, ni la volonté nécessaires pour bien comprendre.

Nous sommes *incorrigibles* parce que nous nous sommes donné la peine de sonder profondément notre cœur, abstraction faite de tout intérêt particulier ; nous sommes *incorrigibles* parce notre âme s'exalte au sentiment du *juste* ; nous sommes *incorrigibles* parce qu'après avoir recherché, à force d'études morales, la synthèse du beau, du vrai, du juste, du grand, nous avons trouvé ce mot immense, Dieu !

Et maintenant, modérés aimables, qui vous montriez si prodigues de coups de crosse, de baïonnettes, envers les vaincus d'un temps antérieur, redescendez un peu sur votre terre, et dites-nous si un seul des républicains vainqueurs eut seulement la pensée de cette lâcheté commise par vous dans la rue Neuve-Sainte-Eustache contre un très-honorable négociant, vaincu, lui aussi, du 5 juin ?

Faut-il donc vous rappeler que nous n'avons pas voulu nous souvenir de vos noms ? Nous vous disions dans notre numéro du 18 mars, à propos de l'importante manifestation de la veille, si mal à point provoquée par vous, nous vous disions : « Aujourd'hui, nous vous avons sauvés de la guerre civile ; ayez assez de bon sens pour vous en souvenir. »

Mais déjà vous l'avez oublié, *incorrigibles* d'une autre espèce ; vous l'avez oublié, *incorrigibles* qui n'avez de souci que le succès de vos petites intrigues, de vos misérables calculs d'égoïsme ! Vous l'avez oublié, insensés ! après avoir vu deux cent mille hommes protestant avec calme et dignité contre vos petits emportements d'enfant. Vous avez oublié surtout, *incorrigibles* du *privilege et de l'exploitation des autres*, que la Révolution du 24 février est toute sociale. Vous avez oublié qu'à dater de ce jour fameux, les ouvriers sont affranchis. Vous avez oublié que *l'esclavage moderne*, pour me servir de l'expression du noble Lamennais, a été brisé sur les barricades. Vous avez oublié, fanfarons de la cocarde philippiste, qu'avant de reconquérir la position prise par votre monarque volant la caisse d'épargne, il vous fallait affronter la masse qui vous a vaincus.

Mais nous l'avons dit dans notre numéro du 30 mars, le secret de cet héroïsme bavard est dans l'expression, bien comprise par vous, du décret du Gou-

vernement provisoire abolissant la peine de mort en matière politique. En lisant cela, vous vous êtes cru les maîtres, que Dieu le pardonne à votre intelligence et à votre cœur ! En lisant cela, vous avez pris comme suffisantes de misérables intrigues, de méprisables expressions de fanfaronnade. Quand il vous plaira d'être logiciens, messieurs, nous vous attendons.

Prenez-y garde cependant, et ne prenez point la tâche de vous faire agitateurs au moyen de correspondances envoyées par vous en province. Ne le faites pas, disons-nous, car, pour ne citer qu'une seule localité, le Mans, nous dirions aux *vrais* républicains : « Faites dans la Sarthe ce que nous avons fait à Paris : rassemblez tous les déshérités de la grande famille humaine ; imposez aux plats agitateurs qui n'osent agir que dans l'ombre l'obligation de se montrer en plein soleil. N'allez pas choisir pour vous commander un des mitrailleurs de Lyon, général assez vieux pour songer à la retraite. Soyez raisonnables enfin si vous tenez à éviter qu'on vous y force. »

Nous sommes des *incorrigibles*, c'est vrai, mais de par la loi de Dieu. — Vous êtes des *incorrigibles* aussi, vous, mais en suivant les plus sordides inspirations de l'égoïsme humain.

D'autres sont des *incorrigibles* par défaut d'intelligence et de cœur.

Nous faisons appel à tout ce qui représente la noblesse de l'âme, aux femmes, le cœur du cœur, selon l'éloquent Michelet ; à tout ce qui porte en soi le sentiment du beau et du juste.

Réfléchissez donc, chevaliers de l'ombre, et surtout ne nous provoquez plus. J. CAHAIGNE.

CONTRASTE ENTRE REPRIS DE JUSTICE ET ARISTOCRATES.

Hier, à l'inauguration de la plantation d'un arbre de la liberté dans la cour de l'Opéra, le préfet de police, Caussidière, disait : « Le souffle de la moralité est sorti si vite de la révolution de février, qu'il pénètre partout et exerce son influence même sur les hommes les plus pervers. »

Cette inspiration du préfet, bien à sa place quand on considère combien diminue le nombre des crimes contre les personnes et les propriétés, avait aussi quelque chose de prophétique. Pendant qu'il haranguait le peuple dans la cour de l'Opéra, on apportait à la préfecture de police la pièce qu'on va lire. Il faut remarquer que les détenus ont pris les 38 fr. 50 c., somme énorme pour eux, sur le nécessaire.

Souscription des détenus de la Force en faveur des ouvriers sans travaux.

Aux citoyens membres du Gouvernement provisoire.

Lorsque de toute part, émue et encouragée par les accents de votre voix généreuse, la France vient déposer sur l'autel de la liberté sa vie et sa fortune ; lorsque le mot de patrie suffit pour enfanter des miracles de dévouement et d'abnégation, le prisonnier ne peut rester froid devant ce sublime patriotisme, et l'écho puissant de la fraternité vient vibrer jusqu'au fond de son cœur !

A défaut du sang que nous n'avons pu verser pour la nation, daignez accepter notre faible offrande et nos vœux les plus ardents pour le salut de la République. Salut et fraternité.

Ci-joint : 38 fr. 50 c. Le délégué, GUÉRIN.

Nous faisons de nouveau appel à MM. les membres du Club républicain présidé par M. Viennet.

On nous adresse la lettre suivante :

Paris, 2 avril 1848.

« Citoyen rédacteur, « J'assistais, samedi soir, à une réunion préparatoire pour les candidats aux grades d'officiers (12^e légion, 4^e bataillon, 2^e compagnie). »

« Sous prétexte que j'occupais un emploi dans l'armée, le président m'a exclu de l'assemblée à l'instant même où j'allais adresser des interpellations à un citoyen qui venait de faire sa profession de foi. »

« Depuis bientôt dix-huit ans je travaille pour la sainte cause qui vient enfin de triompher, et, conséquemment avec mes principes, j'ai ouvertement combattu, dans une précédente réunion, la candidature de républicains du lendemain, beaucoup plus disposés à revenir vers le passé qu'à soutenir le Gouvernement ou la cause du peuple. »

« Voici la lettre que j'ai écrite à M. Dumoulin, président du bureau provisoire : »

« Citoyen, « Par sa lettre en date du 5 mars 1848, le citoyen

« Caussidière, attaché au département de la police, m'a chargé de remplir provisoirement les fonctions de chirurgien-major dans la garde républicaine. »

« Ainsi que j'ai eu l'honneur de le déclarer, ces fonctions sont temporaires et gratuites. »

« Si ma nomination devenait officielle, je n'hésiterais pas à demander ma radiation du contrôle de la garde nationale ; mais jusque-là j'entends maintenir mon droit. »

« Je n'accepte pas, monsieur, votre sentence arbitraire. Pour en faire justice, il me suffira de la signaler à l'opinion publique par la voie des journaux, et c'est ce que je vais faire immédiatement. »

« Je vous salue. »

L. TAILLEFER,

« Docteur, de l'Académie nationale de médecine, combattant des 23 et 24 février, 9, rue Poliveau. »

A CEUX QUI DISENT :

IL FAUT QU'IL Y AIT DES PAUVRES.

Il y a encore, il y aura longtemps des esprits qui, depuis l'enfance, imbus des plus étranges préjugés, croient bravement que tout progrès est interdit à l'homme et que le *ne plus ultra* de la science a été écrit depuis plusieurs siècles sur des colonnes que nous ne franchirons jamais. Cette affirmation se produit d'une manière d'autant plus ridicule que pour nous montrer l'infranchissable point d'arrêt en question, le pont aux ânes sur les bords duquel l'humanité doit se buter éternellement, ces intrépides champions du passé sont obligés de nous faire tourner la tête et de nous montrer, à grand renfort de télescopes, dans les brumes de l'horizon, des lettres érodées par le temps, couvertes de mousse, que les plus habiles archéologues peuvent à peine reconstruire. Il est inutile de dire après cela que ces esprits, qui font tant d'honneur à l'humaine corporation, ont sucé le lait du droit divin et de l'infailibilité papale. Ils ont lu longtemps et médité l'Evangile, si bien qu'ils ont fini par y découvrir la sanction divine de toutes les irrégularités, de toutes les monstruosité qui composent l'édifice social. La tyrannie en est la clef de voûte : en bas, tout est souffrance et martyre ; en dessus, au contraire, tout s'épanouit dans la joie et dans la dilatation exagérée de toute personnalité égoïste. Heureusement ces gens-là s'entendent en harmonie, et ils ont trouvé le moyen de marier si bien les gémissements d'en bas avec les accents joyeux d'en haut qu'il en résulte un concert délicieux, quelque chose d'éminemment artistique. C'est déjà de la symphonie des échappés de l'autre monde. Nul doute possible après cela que le bon Dieu ne soit leur chef d'orchestre et ne dirige volontiers lui-même les acteurs qui jouent si bien leur rôle.

Il y a des hommes faits pour commander, d'autres faits pour obéir ; c'est leur premier principe. Aristote avait dit cela. Jésus-Christ n'a fait que répéter Aristote. Cela vous étonne, mais cela est la vérité. Or Jésus-Christ est Dieu. — Donc... etc.

Inutile de reproduire les conséquences si bien déduites de cet aimable et consolant principe. Bornons-nous à en mentionner une. La voici.

Il faut qu'il y ait des pauvres (en majuscules). Pourquoi cela ? — Réponse : Pour que les riches puissent exercer la charité et mériter la vie éternelle.

Application du principe. Les pauvres doivent rester dans le cercle où la naissance les a placés. Ils feraient tort aux riches en rendant l'aumône inutile. Nul homme ne doit faire effort pour sortir de sa classe. Car on sait que les Egyptiens parquaient les générations dans le même métier et que le fils de celui qui donnait à manger aux crocodiles sacrés héritait de ce gracieux emploi pour le transmettre à la suite indéfinie de ses descendants. Or, personne ne le contestera, les Egyptiens avaient raison. Que les Français se hâtent donc de les imiter ! Que les goudjats apprennent la nourriture aux crocodiles et la leur apportent dans leur sacrée demeure. Les crocodiles la mangeront et les mangeront eux-mêmes s'ils ne sont pas rassasiés. Cela constitue un péché véniel ; mais les crocodiles sont admis à faire pénitence, et à charge de s'abstenir de toute nourriture pendant quelques heures, ils sont absous.

Tu ris de mes crocodiles, lecteurs. Cependant l'idée est sérieuse si la forme est plaisante, si sérieuse qu'elle cache une situation des plus graves. Il s'agit en effet

Nous n'avons garde d'oublier un des plus grands vices des populations méridionales, c'est leur amour

La Commune de Paris a rendu compte des séances d'un club présidé par le citoyen Marc Dufrasse; mais ce citoyen n'a jamais pris part à la rédaction de la Commune de Paris. Quand on ne sait pas mieux les faits, on garde le silence. Avis à l'Echo de Vézère.

prenez le soin de commander immédiatement, et jusqu'à nouvel ordre, pour le soir, un nombre de gardes nationaux suffisant pour commencer les patrouilles à l'entrée de la nuit. Ces patrouilles parcourront tous

—
nanc
fait,
sous
mille

quartiers : elles arrêteront et conduiront à la préfecture de police tout individu qui voudrait forcer les citoyens à illuminer, qui lirait des pétards, qui, par tout autre moyen, troublerait la paix publique. Un détachement de garde nationale mobile partagera ce service. Les ordres les plus sévères seront donnés pour que le calme et la tranquillité soient maintenus, et que les contrevenants soient arrêtés et poursuivis conformément aux lois.

Vous voudrez bien me rendre compte des mesures que vous aurez prises, et vous assurer par vous-même, ou par un de vos adjoints, de leur rigoureuse exécution.

Salut et fraternité.
Le membre du Gouvernement provisoire, maire de Paris,
ARMAND MARRAST.

Par arrêté du 28 mars, le ministre de l'intérieur a décidé qu'une somme de 40,000 fr., qui avait été indûment retranchée en 1851 par les Chambres, sur les revenus appartenant en propre à l'hospice des Quinze-Vingts, serait provisoirement prélevée sur les fonds des secours généraux pour être rendue à cet établissement, en attendant que les pouvoirs compétents la portent définitivement à son budget.

Cette restitution, qui était sollicitée depuis longtemps, permettra de créer immédiatement trois cents nouvelles bourses d'aveugles pensionnaires externes des Quinze-Vingts, et d'augmenter ainsi d'un tiers le nombre total des malheureux de cette classe si digne d'intérêt auxquels des secours réguliers sont assurés par l'Etat.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

MAIRIE DE PARIS.

Citoyen maire,

Des compagnies de la garde nationale ont annoncé l'intention d'ouvrir une souscription pour fournir les insignes d'officiers à ceux des gardes nationaux élus par elles, qui ne pourraient faire les frais de leur équipement.

Cette annonce a éveillé d'honorables susceptibilités parmi les citoyens de la population ouvrière qui étaient portés par leurs camarades aux grades d'officiers.

J'apprends que, ne voulant pas tenir des compagnies qu'ils seraient appelés à commander, le don de leur équipement, queques-uns se désistent de la candidature.

Il importe de faire cesser l'erreur qui se propage.

C'est la ville de Paris qui fournit l'uniforme aux citoyens qui en ont besoin ; c'est elle aussi qui, au nom de la République, offre aux gardes nationaux élus officiers les insignes du grade dont elle les investit pour la défense des droits et des intérêts de tous.

Je suis certain d'interpréter fidèlement la pensée des membres du Gouvernement provisoire en vous assurant que toute mesure qui tendrait à éloigner des candidatures les travailleurs, serait repoussée par lui comme une atteinte au sentiment de l'égalité.

Salut fraternel.
Le membre du Gouvernement provisoire, maire de Paris,
ARMAND MARRAST.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

MAIRIE DE PARIS.

Légion de cavalerie. — Liste des candidats présentés pour les grades de colonel et de lieutenant-colonel dans l'assemblée préparatoire des gardes nationaux de la légion, réunis au manège Pellier, le 31 mars 1848 :

Les citoyens :

Trélat,
Maison,
Savalète,
Dollfus,
Chambaud.

Paris, le 1^{er} avril 1848.

Pour copie conforme :

Le secrétaire général de la mairie de Paris,
FLOTARD.

UNE CANDIDATURE.

La 11^e légion est aujourd'hui un foyer d'intrigues. L'ancien colonel, le citoyen Boulay (de la Muette), tient surtout à conserver ses épaulettes. — Il croit sans doute que nous ignorons ce qui s'est passé samedi dans une réunion préparatoire de la 7^e compagnie du 5^e bataillon, pendant que lui-même posait à l'Odéon. Eh bien, il s'est trompé. Voici le fait.

Interpellé par je ne saurais dire qui, un citoyen de la 7^e compagnie, a appris à l'assemblée que le 24 février au matin, le colonel Boulay, malgré les représentations de l'avocat Boisseau, s'était fortement opposé à la construction des barricades à l'entrée de la rue de Tournon.

Nous ajouterons qu'après la prise de la caserne des municipaux dans cette même rue de Tournon, le même colonel Boulay a fait jeter dans l'eau les cartouches au lieu de les distribuer à ses gardes nationaux et au peuple.

Électeurs de la onzième, voilà l'homme qui sollicite vos suffrages.

DONS PATRIOTIQUES.

Les huissiers, garçons de bureaux, hommes de peine, ouvriers et concierges, attachés à l'hôtel de ville ont offert au Gouvernement provisoire la somme de 375 fr. 30 c., produit d'une collecte faite entre eux.

— Les employés de tous grades du ministère des finances et des administrations financières à Paris ont fait, dans les premiers jours du mois de mars, une souscription au profit des blessés de février et des lamies de ceux qui ont succombé.

La somme de 10,147 fr. 80 c., montant de cette

souscription, a été versée à la caisse centrale du trésor public.

SITUATION DE LA BANQUE DE FRANCE,

au 30 mars 1848, au soir.

ACTIF.

Argent monnayé et lingots.	55 070,565 24
Numéraire dans les comptoirs.	46,998,603 »
Effets échus à recouvrer.	12,923,212 71
Portefeuille de Paris, dont 36,383,673 f. provenant des comptoirs.	243,766,092 60
Portefeuille des comptoirs, effets sur place, etc.	54,619,582 36
Avances sur monnaies et lingots.	2,693 200 »
Avances sur effets publics français.	12,445,482 90
Dû par les comptoirs pour leurs billets en circulation.	14,619,750 »
Rentes de la réserve.	10,000,000 »
Rentes, fonds disponibles.	11,660 197 89
Hôtel et mobilier de la Banque.	4,000,000 »
Intérêt dans le comptoir d'Alger.	1,000,000 »
Intérêt dans le comptoir national d'es-compte.	200,000 »
Effets en souffrance.	2,965,821 79
Effets à encaisser provenant de la vente de rentes à la Russie.	924 456 04
Dépenses d'administration.	341,662 21
Divers.	26,585 93
Avance à l'État sur bons du Trésor de la République.	50,000,000 »
	526,404,292 69

PASSIF.

Capital.	67,900,000 »
Réserve.	10,000,000 »
Réserve immobilière.	4,000,000 »
Billets au porteur en circulation.	283,780,100 »
Id. id. des comptoirs.	14,699,750 »
Id. à ordre.	2,222,345 60
Compte courant du Trésor, créateur.	58 556,575 64
Comptes courants divers.	75,794 518 83
Recépissés payables à vue.	1,736,000 »
Récompte du dernier semestre.	728,692 37
Dividendes à payer.	520,669 23
E-comptes, intérêts divers et dépenses précomptées.	2,848,442 87
Comptoir d'Alger, somme non encore employée en bons du Trésor.	1,086,203 69
Traites des comptoirs à payer.	797,782 13
Divers.	153,412 27
	526,404,292 69

Certifié,

Le gouverneur de la Banque de France,
D'ARGOUT.

Le *Moniteur* raconte en ces termes la manifestation qui a eu lieu hier au Champ-de-Mars :

« Aujourd'hui Paris vient d'avoir l'une des plus belles journées qui puissent compter dans l'histoire de notre révolution de 1848, qui en compte déjà un si grand nombre d'admirables. Des placards, repandus dès le matin dans la capitale, avaient inspiré quelques craintes, en annonçant une réunion générale de la population parisienne au Champ-de-Mars. On redoutait une manifestation qui aurait pu alarmer de nouveau le commerce et l'industrie, déjà si troublés.

« On parlait de forcer les citoyens riches à des sacrifices que la loi n'exige pas, et que la violence, à sa place, disait-on, devait exiger. Grâce à l'intelligence et au patriotisme du peuple et de la jeunesse des écoles, cette journée, qui s'annonçait sous de fâcheux auspices, s'est magnifiquement passée.

« L'effet en sera certainement immense ; le peuple aura prouvé une fois de plus les sentiments qui l'animent ; il aura montré qu'il comprend l'ordre moral et matériel de la cité mieux que ne l'a compris jamais aucun des gouvernements qui ont si longtemps méconnu et calomnié ses héroïques vertus.

« On s'attendait à une démonstration considérable ; elle a eu lieu, elle a duré plus de huit heures ; cent mille hommes au moins y ont pris part, et dans ce concours presque innombrable il n'y a pas eu un seul instant de trouble, un seul cri équivoque, une seule collision, un seul dissentiment. Toutes les âmes n'ont eu qu'une pensée, tous les cœurs n'ont eu qu'une seule émotion, réunir toutes les classes de la population parisienne, toutes les écoles, sans en excepter aucune, depuis l'école polytechnique et l'école normale jusqu'à celle des sourds-muets ; confondre dans une vaste adhésion la jeunesse et les ouvriers, mêler les travailleurs de toutes sortes dans une concorde fraternelle, exprimer au nom de tous la confiance absolue qu'inspire à tout le Gouvernement provisoire ; voilà ce que les ouvriers et les écoles ont voulu faire aujourd'hui, voilà ce qu'ils ont fait. C'est un immense service rendu à la patrie.

« Jamais Paris, on peut le dire hautement, n'a vu un jour plus beau, plus pur, plus calme que celui-ci. Il aura, nous l'espérons, des conséquences fécondes. Les proclamations du Gouvernement provisoire ont préparé cette touchante unanimité. La grande manifestation d'aujourd'hui la cimentera d'une manière indissoluble : elle contribuera puissamment à ranimer la confiance et à ramener le calme dans tous les esprits.

« Les écoles se sont réunies, à dix heures du matin, sur la place du Panthéon. Le cortège était précédé d'un sapeur du génie, symbole du travail et de l'intelligence ; à sa gauche, un élève de l'école normale portait le *Contrat social* couronné d'immortelles ; à sa droite,

un ouvrier portait une pioche couronnée des mêmes fleurs, et qu'on a déposée comme un souvenir à l'hôtel de ville. Le cortège s'est rendu au Champ-de-Mars, où les élèves ont travaillé un instant aux terrassements. Puis, tous réunis, élèves et ouvriers, se servant la main, se donnant le bras, se sont rassemblés au pied de l'arbre de la liberté, en chantant la *Marseillaise*.

« La quête, commencée au Champ-de-Mars, s'est poursuivie le long des Champs-Élysées et des boulevards. Chacun apportait son offrande à la patrie ; on levait les mains ; on criait *Vive la République !* sur le passage des travailleurs unis. Au milieu d'une foule immense, l'ordre n'a pas été troublé un instant. Les travailleurs sont venus présenter au Gouvernement provisoire l'emblème de leur union, lui offrir leur don patriotique et l'hommage de leur sympathie et de leur dévouement.

« Telle a été cette noble et grande journée ; le peuple, la jeunesse, le Gouvernement provisoire peuvent en être heureux et fiers. Il y a longtemps que Paris n'avait présenté un tel aspect de fête, de paix et d'union. Le ciel le plus magnifique, un soleil éclatant n'a cessé de favoriser cette journée improvisée, qui paraissait une sorte de prodige, si, depuis février, le peuple n'avait constamment donné ces prodigieux spectacles. »

Nouvelles des Départements.

Marseille, 29 mars. — Hier, à cinq heures, les ouvriers typographes sont rentrés dans les ateliers.

— M. Crémieux a remplacé, comme premier avocat-général à Angers, M. Diard, avocat-général à Orléans, révoqué, il y a à peine quelques jours, sur la demande formelle du commissaire du Gouvernement. M. Diard s'est compromis outre mesure par sa complicité avec le ministère Guizot. Sa réintégration dans la magistrature est un fait déplorable contre lequel protestent également la ville d'Angers et la ville d'Orléans.

— On nous écrit d'Arles, à la date du 27 :

« La journée d'hier a été, pour Arles, un jour d'enivrement et de bonheur. M. Emile Olivier, arrivé à dix heures du matin, a passé en revue notre garde nationale ; ensuite, du haut du perron de la Rotonde, il a harangué notre population tout entière. Son allocution, pleine de loi, d'amour, de sympathie, a fait couler bien des larmes. Quelle âme ! quel cœur ! quelle sublime nature !

« A deux heures, il est parti pour Tarascon, d'où il est revenu à sept heures. A huit heures, il a visité les clubs. A neuf heures, il s'était, au milieu d'une pirogade immense, rendu au *Club-Billot*, en plein air, où l'attendaient plus de 8,000 personnes. Là encore le jeune administrateur a pris la parole. Il est impossible de rendre l'effet de son discours et les élan brûlants qui se dirigeaient vers cet apôtre saint de la République nouvelle. Il y a dans cet homme du Christ et du Rousseau.

« Le peuple conservera longtemps le souvenir de cette belle journée. Arles en avait besoin. »

(*Mémorial d'Aix.*)

— **Bon exemple à imiter.** — Un mode-ten perceur, M. Pitancier, à la résidence de Gardanne, par un acte de patriotisme qui l'honore, a fait l'abandon au trésor public de la totalité des remises lui revenant pour la perception des 45 cent. dont les quatre contributions viennent d'être temporairement frappées. Espérons que nous serons bientôt à même d'enregistrer de pareils actes de dévouement et de patriotisme. (*Id.*)

— **Le Mans.** — Un événement malheureux est venu attrister notre population tout entière : ce matin, vers huit heures, un éboulement considérable a eu lieu rue Dumas, dans les fondations d'un bâtiment en construction.

Le citoyen Adolphe Courtin, maçon, s'est trouvé englouti sous les décombres à 7 à 8 mètres de profondeur ; ce n'est qu'à deux heures après l'événement que les nombreux travailleurs accourus de tous les points de la ville sont parvenus à retirer un cadavre froid et inanimé. D'après les hommes de l'art, la mort a dû être instantanée. Cet événement est des plus regrettables. Courtin pouvait, à juste titre, compter au nombre des travailleurs d'ordre et de dévouement si nombreux et jusqu'alors si oubliés dans notre malheureuse organisation sociale.

Pendant l'opération du déblaiement, qui a été fort longue et fort périlleuse, le citoyen Barbier a proposé qu'une souscription fût faite au profit de la famille du malheureux dont on ignorait encore la destinée. Cette proposition a été accueillie avec enthousiasme par la foule qui stationnait dans la rue Dumas et dans les rues voisines. On dépose les offrandes chez M. Vitalis. Courtin est père de famille.

Le citoyen David, architecte de la construction, s'est trouvé presque englouti comme le malheureux Courtin. Il n'a dû son salut qu'à un hasard providentiel. Bien que fortement contusionné, il n'a cessé de diriger les travaux de sauvetage qu'après s'être assuré qu'il n'y avait plus rien à espérer pour la victime.

MARINE.

Il est fort heureux que les élections aient été remises, car on sait aujourd'hui comme l'on fait voter dans la marine.

Lundi soir, on dit aux marins : « Vous vous trouverez demain matin à tel endroit pour voter, » et là on leur donna des listes qui nous ont été présentées et qui n'offrent guère que des noms d'aristocrates et d'anciens conservateurs qui ont trempé dans tous les tripotages.

C'est ainsi que l'on trompe la religion de l'ouvrier et du marin ; car on leur donnait ces listes toutes préparées et écrites sur le même papier, afin de reconnaître celui qui oserait en déposer d'autres.

La plupart votaient sans savoir pour qui et étaient forcés d'admettre les bulletins de leurs chefs.

De telles manœuvres ne doivent plus exister maintenant ; jamais on ne fut plus impudent sous le régime déchu. Il faut que chaque ouvrier ait le temps de préparer sa liste sur le papier qu'il voudra et chez lui, ou autrement nous les adjurons tous de s'abstenir ou du moins de s'assurer que la liste, et de faire rayer, ou de rayer eux-mêmes les républicains de circonstance.

Nous espérons que de pareilles manœuvres ne se re-

produiront pas; aujourd'hui on ne violente plus, on ne surprend plus les consciences.

AVIS.

La deuxième réunion du club Démocratique électoral des citoyens de la Creuse habitant la ville de Paris aura lieu demain mercredi, 5 du courant, à 8 heures du soir, au Palais-National, dans la salle des Batailles.

Compte rendu des Clubs.

Le club électoral de Boulogne (banlieue) tient séance tous les mardis et tous les jeudis, à 7 heures du soir, et tous les dimanches, à midi, rue d'Aguesseau, salle Lévillé.

La Société pyrénéenne a tenu samedi, 1^{er} avril, sa quatrième séance dans l'amphithéâtre n. 3 de l'école pratique de médecine. La réunion était fort nombreuse. L'on a procédé à la constitution définitive du bureau. Voici les noms des membres qui le composent : MM. Joachim Hounau, président ;

N. Julien, V. Haramboure, vice-présidents ;
E. Manescan, trésorier ;
A. Peyret, Forestier, A. Marrast, secrétaires ;
Michel Prat, Barthe, assesseurs.

Etranger.

ESPAGNE.

On lit dans le *National* :

« Dimanche, 26, on avait répandu dans Madrid le bruit qu'une démonstration populaire devait avoir lieu à trois heures de l'après-midi; tout le monde le savait, on me l'avait dit dix fois sans que j'eusse demandé. A trois heures, j'allai au Prado m'assurer si les promeneurs avaient pris au sérieux les bruits répandus; la promenade était tout aussi nombreuse que la veille. Je vis passer à cheval le gouverneur comte de Viala Hermosa, escorté d'un aide-de-camp et de deux cavaliers légers, qui paraissaient visiter les postes. A six heures, je me dirigeai sur la Puerta del Sol; la reine passait avec son mari en calèche découverte.

« Décidément on m'avait trompé : l'émeute promise était à l'état de mythe. La Puerta del Sol me parut plus calme que jamais; je m'en allais donc un peu confus de ma crédulité, lorsque tout à coup j'entendis un grand bruit de voix et presque simultanément un feu de peloton bien accentué. La Puerta del Sol faisait entendre les cris de : *Vive la liberté! vive le peuple libre!* etc., et le feu de peloton était dirigé par les gendarmes à pied contre un groupe nombreux qui était dans la rue de la Cruz et qui avait crié, au retour de la reine du Prado : *Muera la reina!* Il était six heures et demie. La fusillade s'engagea d'abord faiblement en faisant retraite sur la rue de Tolède. C'était la rue de Tolède qui allait devenir le centre de l'action.

« De nombreux détachements d'infanterie sortaient de l'hôtel des Postes et faisaient évacuer la place de la Puerta del Sol. Toute la police était sur pied, et frappait à coups de sabre tout ce qui se trouvait à sa portée. Quatre gendarmes à cheval partis au grand galop ramenaient, dix minutes après, deux bataillons d'infanterie par la rue de la Montera; d'autres bataillons débouchaient par la rue d'Alcala, suivis de trois batteries d'artillerie, qui se dirigeaient vers le palais. En un instant la Puerta del Sol fut remplie de troupes, et l'on vit se diriger peu à peu les bataillons un à un, suivis de forts détachements de cavalerie, sur le lieu du combat. Le peuple, sans armes, luttait héroïquement dans la rue de Tolède; il avait quelques mauvais et rares fusils, quelques tromblons; mais chacun avait une bûche et un couteau. Il combattait ainsi à découvert, en pleine rue; jugez des pertes qu'il a dû souffrir.

« Cependant quelques barricades s'élevaient du côté des rues San-Jerome et d'el Principe, et allaient appeler un instant l'attention du quartier général, et donner aux combattants de la rue de Tolède quelque répit qu'ils pourraient mettre à profit. Il était alors huit heures. A ce moment arrivait par la rue Mayor un groupe nombreux; mais il fut refoulé par le feu d'un bataillon qui en gardait l'entrée. Quelques coups de fusil furent aussi tirés à cette heure dans la rue de la Montera, où je me trouvai bloqué jusqu'à onze heures, que je pus gagner mon domicile. La fusillade continuait toujours, et j'appris que l'on venait de tirer quatre bataillons de réserve du couvent de San-Francisco pour aller renforcer les divers points où le peuple était le plus menacé. Le combat dura jusqu'à trois heures du matin. Je n'ai pas su le nombre des morts ni des blessés, qui a dû être considérable. Le matin, tout le monde était en mouvement : douze cadavres civils étaient exposés sur la place Mayor. Le gouvernement affectait une grande confiance. Le peuple était irrité. L'on s'attendait à une nouvelle lutte pour la nuit suivante. L'émeute à Madrid ne se bat que la nuit. On comptait sur un mouvement à Saragosse, à Barcelone et autres points. Je suis parti à sept heures, le 27 au matin; je n'ai pu recueillir d'autres détails.

La lettre suivante, écrite, comme on le verra facilement, à un autre point de vue que celui du correspondant du *National*, complète le récit des événements et fait connaître les mesures prises par le Gouvernement :

« Hier, à 5 heures du soir, sans aucun prétexte, sans proférer un seul cri, sans que rien enfin n'eût d'avance annoncé le désordre, un rassemblement composé d'hommes mal vêtus et de gens sans aveu, en passant devant un détachement d'agents de police qui stationnaient sur la place du Progrès, se mit à vociférer. Quelques coups de fusils furent même tirés par des groupes. Le 2^e chef de ce détachement, M. Redondo, fut blessé de deux coups de feu. Presqu'au même moment, les émeutiers, qui paraissaient avoir fait de la place de la Cebada leur rendez-vous général, s'établirent dans les rues d'Atocha, du Principe, du Prado, de Lobo, de la Cruz, de Gorguera, etc.

« Ces rassemblements, qui, jusqu'à la soirée, n'avaient pas paru ni inquiéter la ville, se grossissant de plus en plus, s'étendaient par toutes les rues que nous venons de nommer jusqu'à la Carrera de San-Geronimo; puis, par la rue de Tolède et les rues latérales, ils s'avancèrent jusqu'à la place et la rue Mayor. Les cris que proféraient ces groupes étaient tout à fait dissimulés et même contradictoires. On entendait : *Vive la*

république! vive la reine! vive la liberté! mort aux tyrans (muera los tiranos!) A ces cris succédaient des fusillades, ces misérables tiraient sur les voitures qui à ce moment revenaient en grand nombre du Prado; ils tiraient sur les personnes pacifiques et inoffensives qui, au bruit de la mousqueterie, s'empressaient de regagner leurs maisons. La troupe était sous les armes, consignée dans les casernes. La force publique n'avait pas encore paru dans les rues.

« Des barricades avaient été élevées à la hâte par les émeutiers dans les rues del Principe, de la Cruz, de los Peligros, Lobo, Pralio, Carrera de San Geronimo, et une autre rue; puis des groupes armés allaient attaquer l'hôtel des postes.

« M. Gonzales Bravo, en se rendant en voiture au palais, a été attaqué par un des rassemblements populaires : son cocher et un de ses chevaux ont été blessés; il a continué sa marche et est arrivé l'un des premiers auprès de S. M.

« Narvaez, qui se promenait au Prado en calèche découverte, s'élance à cheval pour se mettre à la tête de la garnison. La reine, qui se promenait quelques moments auparavant, venait de rentrer. Jamais les équipages n'avaient été plus nombreux à la promenade; le temps était magnifique. Bientôt les troupes sortent des casernes; elles occupent les principales positions de la ville. Les groupes résistent avec acharnement sur quelques points, et notamment à la Carrera de San Geronimo. La barricade sur ce point est enlevée à la baïonnette. Les groupes perdent là et sur la place de la Cebada beaucoup de monde; on leur fait sur ce point de nombreux prisonniers. En général, les groupes ne tenaient pas devant la troupe lorsqu'elle les chargeait.

« Soixante hommes déterminés, se repliant en bon ordre, s'emparent du théâtre del Principe, et ils s'y retranchent. Ils ont été forcés de se rendre à deux heures et demie du matin. C'est là qu'a fini la résistance. Dès onze heures du soir, sur tous les points, la troupe était maîtresse du pavé et même de la place de Cebada, où il y avait, à un certain moment, jusqu'à 500 hommes. On croit que ces rassemblements s'étaient formés dans l'unique but de piller et d'assassiner.

« Le 27, à midi, Madrid était parfaitement tranquille; la troupe était rentrée dans ses quartiers. Il ne restait des piquets de troupes qu'à la place de la Cebada et à la Puerta-Moros. Un détachement est établi à l'hôtel des Postes. On évalue la perte de la troupe (par ce mot on entend l'armée, la garde civile, les carabiniers, les gendarmes, les agents de sûreté publique) à quarante hommes tués ou blessés. Le capitaine España est au nombre des morts. Les révoltés ont beaucoup souffert; il leur a été fait deux cents prisonniers : la plupart appartenaient aux dernières classes de la population de Madrid. On ne cite aucun nom connu impliqué dans cette affaire.

« Le conseil des ministres en permanence a adopté toutes les résolutions publiées par la *Gazette* : la suspension des garanties constitutionnelles dans tout le royaume, la clôture de la législature de 1847 à 1848, la proclamation de la capitale en état de siège, la comparution de tous les prisonniers faits les armes à la main devant le conseil de guerre, conformément à la loi du 17 avril 1821; la prohibition de tout rassemblement sur la voie publique de plus de cinq personnes, le désarmement général de la population; des félicitations aux défenseurs de l'ordre public et des instructions aux autorités provinciales.

Nos derniers avis de Madrid sont du 28 mars au soir. A cette date, on pouvait dire, en parodiant un mot tristement fameux, que *l'ordre régnait dans cette capitale*. L'ordre, mais quel ordre? Le calme, mais quel calme? Partout des troupes, partout des canons même allumés; partout les traces sanglantes des combats de l'avant-dernière nuit; partout des visages consternés et une indignation comprimée sous la terreur.

Des conseils de guerre siégeaient en permanence; aucun citoyen ne pouvait passer d'une rue à une autre sans être arrêté par une nuée d'algazils, et forcé de déclarer son nom et sa qualité, etc., etc., afin que toutes les indications fussent inscrites sur un registre préparé *ad hoc*. Le système de l'inquisition, d'odieuse et sinistre mémoire, était bériné auprès du régime installé par Narvaez.

La *Prensa* annonce que le 28, à deux heures et demie du matin, son rédacteur en chef, don Mariano Perez Luzaro, a été arraché de son lit et traîné à l'hôtel du chef politique, puis conduit en prison. La même mesure paraît avoir été prise à l'égard des rédacteurs en chef des autres feuilles progressistes.

Le journal que nous venons de citer, la *Prensa*, définit ainsi l'aspect de Madrid pendant la journée du 27 :

« Jamais nous n'avons vu la capitale de l'Espagne présenter un aspect plus morne et plus sombre que pendant la journée d'hier.

« Dès le matin, la population commença à circuler dans les rues; on lisait sur tous les visages l'inquiétude et la crainte.

« Le récit que l'on se communiquait des tristes épisodes de la funeste nuit du 26; l'appareil terrible de force déployé par le gouvernement (car toute la garnison de Madrid avait quitté ses casernes pour venir prendre position dans les rues); enfin, les traces encore visibles du carnage de la veille; tout contribuait à porter le deuil et la terreur dans l'âme des citoyens.

« Les portes de presque toutes les maisons étaient fermées. On voyait les autorités civiles et militaires parcourir les divers quartiers avec de fortes escortes.

« Dans la soirée, ce fut un silence sépulchral. Madrid ressemblait à une vaste tombe. *Ce calme de mort, dans lequel semblait s'assourdir toutes les populations héroïques dans les moments solennels*, n'était interrompu que par les pas précipités de quelques citoyens attardés ou par la marche cadencée des patrouilles. Les places publiques, les rues sont occupées par des postes qui se gardent militairement; plusieurs pièces d'artillerie restent braquées à la Puerta del Sol. Nous ne savons quand cessera cette situation. Que Dieu prenne pitié de la pauvre Espagne!

Les prisonniers faits par la troupe dans la lutte du 26 sont au nombre de plus de 200. On a opéré depuis une grande quantité d'autres arrestations, qui ont porté sur des suspects.

Nous parlons plus haut de la manière brutale et arbitraire dont l'autorité s'est comportée à l'égard de certains hommes de presse.

La phrase que nous avons soulignée dans l'article que nous empruntons à la *Prensa* semble indiquer que le peuple espagnol ne se tient pas pour battu malgré un premier échec, et que s'il a l'air de sommeiller en ce moment, son réveil sera terrible.

ITALIE.

Palermo, 28 mars.

Le parlement sicilien est ouvert. Les deux chambres (pairs et députés) sont constituées. Le v. eil amiral Rugiero Settimo, chef de la révolution, a été proclamé régent.

La séparation politique entre Naples et la Sicile est désormais un fait accompli.

Les Autrichiens ont évacué Padoue : la guerre sainte est partout proclamée contre eux. Les troupes piémontaises sont pleines d'ardeur, et 50,000 volontaires milanais sont prêts à se joindre à elles pour chasser l'opresseur étranger.

Chronique électorale.

Un fait assez curieux s'est passé à Banca (Basses-Pyrénées) : ce serait à ne pas y croire si nous n'avions la certitude de la sincérité et de l'exactitude de notre correspondant. A la messe, pendant le prône, le curé de Banca, après avoir appelé la bénédiction du ciel sur les élections prochaines (cela s'appelle vulgairement dorer la pilule), ne s'est-il pas avisé de se faire courtier d'élections? n'a-t-il pas cru devoir recommander à tous ses fidèles de donner toutes leurs voix à certain candidat favori du régime déchu? Comment! vous voulez convertir les chaires évangéliques en hustings, maintenant! Croyez-vous, monsieur le curé de Banca, que ce mode soit régulier, tolérable? Ne le pensez pas.

— Le citoyen Cazavant vient de publier sa profession de foi aux électeurs des Hautes-Pyrénées. Le citoyen Cazavant comprend parfaitement que la révolution qui s'accomplit aujourd'hui n'est pas seulement politique. Il est pénétré de toute l'importance de la question sociale, qu'il étudie depuis longues années. Le citoyen Cazavant a pour lui la logique et le patriotisme. Les électeurs des Hautes-Pyrénées ne peuvent envoyer à l'Assemblée nationale de représentant plus sincère, plus intelligent, plus dévoué.

Faits divers.

Dimanche, à deux heures et demie de l'après-midi, en pleine place du Châtelet et au milieu d'une foule immense, les membres des clubs démocratiques ont renouvelé les agapes des premiers chrétiens par un banquet fraternel de 200 couverts.

— Le service important des vaccinations gratuites avec primes aux malheureux se continue avec activité par les vaccinateurs.

— Hier, une touchante solennité a eu lieu au concert des orphéonistes dans la salle du Cirque des Champs Elysées. C'est le double couronnement du buste de Wilhelm et du poète national Béranger.

Tous les membres du Gouvernement provisoire assistaient à cette belle et poétique fête.

Les cris mille fois répétés de : *Vive la République! vive le Gouvernement provisoire!* ont salué les dignes citoyens qui composent le Gouvernement quand ils ont quitté la salle.

— Lundi est parti pour l'Allemagne le dernier bataillon de patriotes allemands.

— On a frappé en France, depuis l'introduction du système décimal, environ 1 milliard 200,000 fr. en pièces d'or, et 4 milliards en pièces d'argent et de billon. Il est vrai que notre monnaie d'or a disparu, car l'excellence du titre l'a toujours fait rechercher à l'étranger. Notre monnaie d'argent circule également sur tout le continent. Toujours est-il qu'on ne saurait évaluer à moins de 2 milliards et demi la masse des espèces métalliques qui existait en France au moment de la révolution de Février.

— On assure que l'ambassadeur anglais doit quitter Paris cette nuit même, et que cette prompte retraite est déterminée par les nouvelles venues d'Irlande. L'ambassadeur anglais aurait reçu de son gouvernement une communication de laquelle il résulterait que les troubles d'Irlande auraient été entretenus surtout par des agents français. Le ministère anglais exige, dit-on, des explications du gouvernement provisoire pour continuer ses rapports diplomatiques.

— Une lettre de M. Aude, maire d'Aix, annonce officiellement que M. Thiers renonce à la candidature.

(Gazette du Midi.)

— Hier, vers trois heures et demie, quelques centaines de femmes se sont réunies aux Champs-Elysées, bannières déployées; un jeune homme d'une jolie figure, ayant moustaches noires, avec chapeau à l'espagnole, s'est bientôt mis à leur tête; il a tiré une épée qu'il portait à la ceinture, et il a fait entendre les paroles les plus outrageantes contre le Gouvernement provisoire, contre M. Lamartine et madame Lamartine; il a été aussitôt arrêté et conduit au poste des finances; on a trouvé sur lui deux pistolets chargés. Bientôt après, il a été conduit par six hommes de la garde mobile, donnant le bras à une jeune femme qui n'avait pas voulu le quitter et qui se protégeait contre la pluie au moyen d'une ombrelle.

Après cette arrestation, les femmes qui composaient le rassemblement se sont dispersées, emportant avec elles le drapeau qu'elles avaient replacé dans un fourreau en toile.

Ces femmes sont, à ce qu'on nous assure, des ouvrières mécontentes de quelques dispositions prises pour la fondation d'ateliers en faveur des ouvrières sans travail. Madame Lamartine préside à l'organisation de ces ateliers.

— Le club central de l'Organisation du travail, siégeant boulevard Bonne-Nouvelle, salle des Spectacles-Concerts, tiendra séance aujourd'hui mardi à 8 heures du soir.

L'un des gérants, rédacteur en chef : CAHAIGNE.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.